

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50236

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Dieter KRÜGER, *Sicherheit durch Integration? Die wirtschaftliche und politische Zusammenarbeit Westeuropas 1947 bis 1957/58*, Munich (Oldenbourg) 2003, VIII–567 p. (Entstehung und Probleme des Atlantischen Bündnisses bis 1956, 6), ISBN 3-486-56759-4, EUR 44,80.

Cet ouvrage fait partie d'un ensemble de six volumes »Entstehung und Probleme des Atlantischen Bündnisses bis 1956«, publié par l'Institut de recherche en histoire militaire de Potsdam. Des auteurs multiples ont ainsi successivement évoqué les différents aspects de l'Alliance atlantique, sa création et son développement, la politique extérieure et atlantique de ses membres, le modèle de la confrontation dans la Guerre froide, l'alliance militaire elle-même et les relations des membres de l'Alliance avec les États-Unis. Le volume présenté ici se situe donc dans cette perspective exhaustive et tente l'exploration des méthodes recherchées pour assurer la sécurité en Europe.

Krüger met l'accent sur les liens indissociables entre les aspects politiques, économiques et militaires de la sécurité dans la première décennie de la Guerre froide, et c'est bien cette approche plurielle qui constitue l'originalité de cet ouvrage extrêmement documenté. Il examine également la collaboration transatlantique, tout aussi complexe entre les éléments politiques, économiques et militaires, dans la question du »sens« de la sécurité pour les États de l'Europe occidentale. Dans cette importante étude sur l'histoire de l'intégration dans ses multiples attentes, c'est la première fois que l'on étudie de manière aussi détaillée le rôle des principaux acteurs nationaux et internationaux dans ce processus. L'auteur met en évidence comment, grâce avant tout à l'Alliance atlantique, ces acteurs purent ne pas se donner de contrainte pour une plus profonde intégration européenne. Car l'Alliance, sous la direction américaine, a satisfait leur besoin de sécurité militaire sans aucune cession de souveraineté, sans laquelle il n'aurait pas été possible de construire une communauté européenne efficace. Cette approche est intéressante. Ainsi, Krüger met en avant cet élément fondamental de la sécurité étendue – et non les aspects économiques – comme motivation première des États, car cette sécurité permet aux États de se concentrer sur leur stabilité nationale et leur cohésion sociale. Mais ceci ne devait en aucun cas entraîner une perte de souveraineté, c'était là aussi un des principes fondamentaux de cette intégration des États européens. Dans ce sens, la volonté de créer une souveraineté européenne n'est à comprendre que comme un instrument pour répondre à leur besoin de sécurité économique, politique et militaire et non comme un but en soi. Un des objectifs déclarés de cet examen détaillé de la première décennie des relations européennes dans le cadre de l'Alliance transatlantique, mais aussi de l'ensemble du projet complet formé par les 6 volumes, est l'observation de l'étrange hésitation entre la formation d'un véritable État fédéral européen et celle d'une confédération.

L'ouvrage est divisé en trois grandes parties thématiques – de fait chronologiques, qui présentent, comme des temps forts successifs, l'initiative américaine, ou le choix de la sécurité par la diplomatie économique (le Plan Marshall), l'initiative française, ou le choix de la sécurité par la supranationalité (le Plan Schuman), enfin l'initiative du Benelux, ou le choix de la sécurité par l'intégration économique (le Marché commun). L'initiative première est donc venue des États-Unis avec le Plan Marshall, comme mesure préventive pour s'assurer qu'ils ne seraient pas obligés, tôt ou tard, d'intervenir à nouveau en Europe face à une provocation communiste. On connaît bien les motifs politiques de ce Plan, énoncés clairement dès le discours célèbre, mais Krüger estime qu'on les sous-estime encore et que l'on fait la part trop belle aux aspects économiques de cette question. C'est avant tout, selon lui, en tant que puissance mondiale que les Américains agissent. Et il argumente sur le fait que les premiers effets du Plan Marshall furent un apaisement social intérieur, bien avant que se fassent sentir les premiers effets économiques. Par ailleurs, le mode même de fonctionnement du programme European Recovery Program (ERP), avec ses échanges bilatéraux a renforcé la souveraineté nationale d'États encore vacillants après la guerre tels que l'Allemagne ou l'Italie.

L'initiative française – le plan Schuman – survient au moment de la crise de Corée. Avec le déplacement des centres d'intérêts américains vers l'Asie, les démocraties occidentales, et la France en particulier, se retrouve devant un choix difficile. Ils doivent largement renforcer leur propre sécurité et sont obligés, dans cette perspective, d'inclure l'Allemagne en tant que participante à la sécurité collective, mais aussi en tant que protégée, puisque son territoire est frontalier avec celui du bloc communiste. Comme on le savait déjà, c'est la motivation majeure de la proposition Schuman qui remplace une Autorité internationale de la Ruhr moribonde par une Haute Autorité (CECA) qui permet un prolongement du contrôle de l'Allemagne tout en la faisant accéder à la »Gleichberechtigung« qu'elle réclame. Et de ce point de vue, le Plan Pleven (CED) qui suit quelques mois plus tard est fait dans la même perspective. Mais les citoyens français estimèrent que l'on était allé trop loin et rejetèrent cette proposition, malgré les fortes pressions américaines. Krüger y voit là un cas comparable à celui de la Grande-Bretagne, avec la volonté de maintien, coûte que coûte, de son statut de grande puissance, attitude prouvée par le développement d'un armement atomique autonome. C'est l'Allemagne qui a le plus gagné à ce rejet français puisque, quelques mois après, elle entra dans l'Alliance atlantique en ayant recouvré sa souveraineté.

L'initiative suivante vint des États du Benelux qui craignaient d'être submergés par la puissance des grands États européens. On connaît à cet égard le rôle majeur de Spaak dans le processus qui conduisit à la formation de la Communauté économique européenne (CEE). Mais selon Krüger, les États européens n'étaient pas prêts pour une intégration politique et la CEE en servit de substitut, d'autant plus que rien ne pressait en ce domaine grâce à la protection assurée par l'OTAN. Et les États-Unis ont alors accepté la discrimination commerciale engendrée par la CEE parce que la sécurité économique était partie intégrante de leur approche de la sécurité militaire. L'unité politique aurait pu être envisagée dans le cadre de l'OTAN, mais cet espoir fut vite compromis, entre autres par l'attitude américaine lors de la crise de Suez. L'auteur ne fait pas de révélations majeures, mais il propose une nouvelle perspective en mettant l'accent sur la prégnance des intérêts nationaux qui peuvent expliquer, jusqu'à aujourd'hui, les difficultés de la construction européenne et sur le rôle majeur qu'a joué la sécurité apportée par l'OTAN, poussant plus à la sauvegarde de l'État national qu'à la mise en place d'une fédération européenne. À travers cette substantielle étude diplomatique, il met avant tout l'accent sur le rôle des acteurs étatiques.

Cette étude extrêmement précise sur cette courte période pourra servir de référence, au moins dans son étude précise des événements. Pour finir, le cas est assez rare pour être signalé, on notera que de nombreux ouvrages français de relations internationales sont référencés dans la bibliographie et surtout, utilisés dans l'ouvrage.

Françoise BERGER, Grenoble

Michel DUMOULIN, Geneviève DUCHENNE, Arthe VAN LAER (Hg.), La Belgique, les petits États et la construction européenne. Actes du Colloque de clôture de la VII^e Chaire Glaverbel d'études européennes 2001–2002 (Louvain la Neuve, les 24, 25 et 26 avril 2002), Brüssel, Bern, Berlin u. a. (Peter Lang) 2004, 348 S. (Actes de la Chaire Glaverbel d'études européennes, 3), ISBN 90-5201-217-2, CHF 59,00.

Die Geschichte der europäischen Integration wird oft aus der Perspektive der großen Staaten, der Bundesrepublik Deutschland, Frankreichs und Großbritanniens geschrieben. Das hat eine gewisse Berechtigung, denn ohne oder gegen die Intentionen der Regierungen dieser Staaten hätte dieser Prozeß nicht stattfinden können. Ziel des vorliegenden Bandes ist es dagegen, die Bedeutung Belgiens als Beispiel für einen kleineren Staat in der europäischen Integration zu beleuchten. Das erste der vier Großkapitel behandelt die Geschichte Belgiens im europäischen Integrationsprozeß und wird von